ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mardi 21 octobre 2014 — N° 31
Treize heures quarante-cinq

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Fabre sur le sujet suivant : *Souligner les 20 ans du groupe d'entraide La Rosée.*

- La députée de Pointe-aux-Trembles sur le sujet suivant : *10e anniversaire de l'organisme Juni-Sport.*

- La députée de Richmond sur le sujet suivant : *Souligner le 30e anniversaire du Centre des femmes du Val-Saint-François.*

- Le député de Chauveau sur le sujet suivant : *Le comté de Chauveau.*

- Le député de Dubuc sur le sujet suivant : *M. Rémi Aubin, récipiendaire du Prix Roderick Haig-Brown de la Fédération canadienne de la faune.*

- Le député de Terrebonne sur le sujet suivant : *La programmation culturelle de la ville de Terrebonne.*

- Le député de Sherbrooke sur le sujet suivant : *Le Salon du livre de l'Estrie : une 36e édition sous le signe du succès.*

- Le député de Marguerite-Bourgeoys sur le sujet suivant : *Hommage à Vélo Plaisir.*

- Le député de Charlesbourg sur le sujet suivant : *Semaine nationale de visibilité de l'action communautaire autonome.*

- Le député d'Abitibi-Ouest sur le sujet suivant : *Les Fêtes du 100e d'Amos, une fierté!*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS
a) documents
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

Motion de la ministre de la Famille proposant l’adoption du projet de loi n° 2, Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l’enfance

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

1) Projet de loi n° 10
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **25 septembre 2014**

2) Projet de loi n° 11*
Loi sur la Société du Plan Nord
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles et ministre responsable du Plan Nord le **30 septembre 2014**

_____

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

3) Projet de loi n° 15
Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le **9 octobre 2014**

Étude détaillée en commission

4) Projet de loi n° 3
Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 12 juin 2014
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 16 septembre 2014
Principe adopté le **1er octobre 2014,** et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

5) Projet de loi n° 12
Loi concernant la mise en œuvre de recommandations du comité de retraite de certains régimes de retraite du secteur public et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 30 septembre 2014
Principe adopté le **8 octobre 2014,** et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

6) Projet de loi n° 14
Loi modifiant le Code de procédure civile et d'autres dispositions
Présenté par la ministre de la Justice le 30 septembre 2014
Principe adopté le **7 octobre 2014,** et
Renvoyé à la Commission des institutions

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

7) Projet de loi n° 2
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance
Présenté par la ministre de la Famille le 22 mai 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 11 juin 2014
Principe adopté le 12 juin 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens adopté le 1er octobre 2014
Vote reporté le **9 octobre 2014**

8) Projet de loi n° 8
Loi modifiant le Code du travail à l'égard de certains salariés d'exploitations agricoles
Présenté par le ministre du Travail le 13 juin 2014
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 16 septembre 2014
Principe adopté le 30 septembre 2014
Rapport de la Commission de l'économie et du travail adopté le **9 octobre 2014**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

9) Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**

10) Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**

11) Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**

12) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**

13) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1er octobre 2014**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

14) Projet de loi n° 200
Loi concernant la Municipalité de Lac-Simon
Présenté par le député de Papineau le **11 juin 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition sur le chapitre 4 du rapport du Vérificateur général d'automne 2013 portant sur la gouvernance et la gestion des grands projets d'infrastructure de l'Agence métropolitaine de transport.
- Audition sur le chapitre 6 du rapport du Vérificateur général du printemps 2014 portant sur les médicaments et les services pharmaceutiques.
- Étude des rapports annuels sur l'application de la Loi sur l'administration publique.
- Audition sur le chapitre 2 du rapport du Vérificateur général du printemps 2014 portant sur la réalisation et l'exploitation d'aires de service.
- Audition sur le chapitre 4 du rapport du commissaire au développement durable du printemps 2014 portant sur la gestion et l'aide financière du Fonds vert.
- Audition portant sur la gestion administrative du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 11**, Loi sur la Société du Plan Nord (mandat confié le 8 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Commission de protection du territoire agricole du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 3**, Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (mandat confié le 1er octobre 2014).
- **Projet de loi n° 200**, Loi concernant la Municipalité de Lac-Simon (mandat confié le 11 juin 2014).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

Mandat réglementaire

Étude de pétitions :

- Pétition 258-20140918 concernant les cours d'éducation sexuelle.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 12**, Loi concernant la mise en œuvre de recommandations du comité de retraite de certains régimes de retraite du secteur public et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 8 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Interpellation :

- Du député de Sanguinet au président du Conseil du trésor sur le sujet suivant : *L'objectif du gouvernement libéral de réduire le panier de services publics du Québec à celui de la moyenne canadienne* (avis donné le 9 octobre 2014).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 14**, Loi modifiant le Code de procédure civile et d'autres dispositions (mandat confié le 7 octobre 2014).

Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre de la Loi modifiant le Code de la sécurité routière et le Code de procédure pénale concernant la perception des amendes.

Mandat réglementaire

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Commissaire à la lutte contre la corruption.

Mandat d'initiative

- Audition d'Hydro-Québec sur son possible assujettissement au pouvoir d'intervention du Protecteur du citoyen.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat conféré par une loi

- Examen des rapports sur les activités du Fonds de soutien aux proches aidants et sur celles de la Société de gestion L'Appui pour les exercices financiers terminés les 31 mars 2011, 2012 et 2013.
- Examen des rapports sur les activités du Fonds pour le développement des jeunes enfants et sur celles de la Société de gestion Avenir d'enfants pour les exercices financiers terminés les 31 mars 2011, 2012 et 2013.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 10**, Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales (mandat confié le 7 octobre 2014).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay–Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Interpellation :

- De la députée de Taillon au ministre de la Santé et des Services sociaux sur le sujet suivant : *L'entente salariale conclue en 2011 entre l'actuel ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et l'actuel ministre de la Santé et des Services sociaux concernant la rémunération des médecins spécialistes et ses impacts sur la situation budgétaire du Québec* (avis donné le 22 mai 2014).

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay–Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

Les questions déjà inscrites paraissent au Feuilleton du mercredi

23) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **21 octobre 2014**
Au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques

Le 25 septembre 2014, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) a rendu public son rapport d'enquête et d'audience publique sur le Projet d'exploitation du gisement de nickel Dumont à Launay par Royal Nickel Corporation. Dans ce rapport, le BAPE explique qu'« Au terme de son analyse, la commission d'enquête est d'avis que le projet minier Dumont est acceptable, à condition de mettre en œuvre les mesures appropriées à l'égard des eaux souterraines et de surface, du climat sonore et de l'air ». (p. 104)

En plus de conclure que ledit projet est inacceptable dans sa forme proposée, le BAPE note qu'« En plus d'être à contre-courant de la position du MDDELCC, l'orientation du promoteur est contraire aux recommandations que font d'autres provinces canadiennes. » (p. 56)

Face à ce constat, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques s'engage-t-il à suivre toutes les recommandations du BAPE, mais aussi de prendre en considération les préoccupations de la Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue, afin de s'assurer que le projet proposé par Royal Nickel Corporation soit acceptable sur les plans social et environnemental?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

a) 7 octobre 2014
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux – *député des Chutes-de-la-Chaudière.*

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS